

**M. Macquarrie:** Cette réponse n'est ni assez convaincante ni assez rassurante, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au ministre s'il a aussi protesté auprès du gouvernement américain contre l'utilisation de pétroliers le long de la côte ouest, projet qui devrait être rejeté selon la déclaration qu'il a faite devant les téléspectateurs de la chaîne CTV?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, j'ai protesté contre ce projet maintes fois à la Chambre des communes, et je crois savoir que mes protestations ont été entendues à Washington. J'ai demandé au secrétaire d'État américain de consulter le gouvernement canadien à ce sujet et j'attends maintenant que soit fixée la date de ces consultations.

**M. Macquarrie:** Dois-je comprendre que le ministre n'a pas, au nom du gouvernement, présenté le point de vue du Canada au gouvernement américain?

**L'hon. M. Sharp:** Je pense que le député m'a entendu maintes fois à la Chambre des communes et qu'on m'a entendu à Washington également.

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous faire connaître l'opinion qu'il pourrait avoir exprimée au sujet de la possibilité de faire passer le trajet des pétroliers par la côte est? Avait-il accordé la même importance à un trajet par l'Atlantique?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Le député voudrait-il m'en apprendre davantage sur ce trajet proposé sur la côte est?

**M. Forrestall:** Vous vous en fichez!

#### PAKISTAN ORIENTAL—LES RUMEURS DE MASSACRE ET LA RÉPRESSION—LES INSTANCES DU CANADA AUPRÈS DU GOUVERNEMENT PAKISTANAIS

**M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les-Îles):** Je voudrais poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question sur la situation inquiétante au Pakistan oriental. Comme on a refusé aux représentants démocratiquement élus le droit d'entrer en fonctions, qu'on les a mis hors la loi, et vu les massacres rapportés et les mesures de répression adoptées par le gouvernement militaire du Pakistan, le ministre nous dirait-il si le gouvernement du Canada a présenté des instances au gouvernement du Pakistan, surtout en vue de conserver le gouvernement démocratique dans ce pays membre du Commonwealth?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur; nous semblons en savoir un peu moins long que le député sur la situation mais nous essayons de nous renseigner. Dès que nous aurons vérifié les faits, nous verrons s'il y a lieu de présenter des instances.

**M. Douglas:** Il est normal que le ministre manque de clarté sur le sujet. Comme le Pakistan fait partie du Commonwealth, le gouvernement du Canada présenterait-il des instances pour demander la cessation des mesures militaires répressives qui sont appliquées et pour essayer de régler la question par les voies constitutionnelles?

**L'hon. M. Sharp:** En toute déférence, le député simplifie la situation à l'extrême. S'il me demandait mon avis sur la séparation du Pakistan oriental, j'hésiterais à lui donner une réponse définitive.

#### PAKISTAN ORIENTAL—L'AIDE AUX SINISTRÉS

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** J'ai une question supplémentaire pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement est-il en communication avec les gouvernements concernés afin d'offrir une aide humanitaire internationale aux victimes du Pakistan oriental?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous étions en pleine campagne d'aide à ce pays à la suite des récents désastres. Nous n'avons évidemment pas encore eu l'occasion de faire plus. La situation n'est pas encore bien établie. Avant que nous intervenions dans une situation aussi délicate, je suis certain que la Chambre voudrait nous voir vérifier les faits et nous assurer que notre intervention serait utile.

#### PAKISTAN ORIENTAL—LA SÉCURITÉ DES RESSORTISSANTS CANADIENS

**M. Doug Rowland (Selkirk):** J'ai une question supplémentaire à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-il renseigner la Chambre sur les mesures que le gouvernement du Canada prend pour assurer le bien-être des ressortissants canadiens au Pakistan oriental?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Volontiers, monsieur l'Orateur. Dans la mesure où nous pouvons le déterminer, les Canadiens à Dacca sont saufs et se portent bien. Nous n'avons aucun renseignement sur la situation à Chittagong et dans d'autres régions. Avant la récente ouverture des hostilités, quelque 40 ressortissants canadiens et d'autres avaient déjà quitté le Pakistan oriental, sur l'avis du haut commissaire britannique suppléant à Dacca selon lequel ceux qui n'avaient pas de raisons urgentes de rester devraient partir. Il y a encore quelque 150 Canadiens au Pakistan oriental et, conformément aux arrangements pris au préalable, le haut commissaire britannique suppléant les inclura dans les ententes relatives à leur protection et à la sécurité de leur départ, si cela s'avérait nécessaire.

\* \* \*

#### RADIO-CANADA

##### LE REFUS DE PLUSIEURS SÉRIES SIGNIFIÉ À LA STATION DE WINDSOR

**M. Mark MacGuigan (Windsor-Walkerville):** En l'absence du Secrétaire d'État, je pose ma question à son secrétaire parlementaire. Au sujet de l'engagement qu'a pris le gouvernement d'augmenter la teneur canadienne des émissions de télévision, quelles mesures le ministre entend-il prendre à la suite de la récente décision de la Société Radio-Canada de refuser plusieurs séries télévisées à la station canadienne de télévision de Windsor afin que les réseaux américains puissent les acheter et les présenter à Détroit?